

Verbatim : la transcription du débat Obama-Romney

Le Monde.fr | 04.10.2012 à 12h17 • Mis à jour le 04.10.2012 à 13h23



Barack Obama et Mitt Romney, lors du premier débat présidentiel, à l'Université de Denver le 3 octobre. | AFP/SAUL LOEB

Jim Lehrer : Bonsoir depuis le Magness Arena de l'Université de Denver à Denver, Colorado. Je suis Jim Lehrer de "PBS NewsHour", et je vous souhaite la bienvenue pour le premier débat de la présidentielle. Les 90 minutes de ce soir seront consacrées aux questions intérieures. Commençons avec le thème de l'emploi. Quelles sont les différences majeures entre vous à ce sujet ?

Barack Obama : Je vous remercie, Jim. Je veux remercier le gouverneur Romney et l'Université de Denver pour son hospitalité. Il y a beaucoup de points que je veux souligner ce soir, le plus important étant qu'il y a vingt ans, je suis devenu l'homme le plus chanceux de la terre quand Michelle a accepté de m'épouser. Et donc, ma chérie, je voudrais te souhaiter un joyeux anniversaire et te dire que dans un an, nous ne le fêterons pas devant 40 millions de personnes.

Il y a quatre ans, nous traversions la pire crise économique depuis la Grande Dépression. Des millions d'emplois ont été perdus, l'industrie automobile était sur le point de s'effondrer, le système financier était pétrifié. Mais grâce à la détermination et au courage des Américains, nous avons commencé à relever la tête. Au cours des trente derniers mois, 5 millions d'emplois ont été créés dans le secteur privé.

L'industrie automobile vrombit de nouveau. Et l'immobilier a repris des couleurs. Mais nous savons tous qu'il reste beaucoup à faire. Et donc, la question ce soir n'est pas de savoir d'où nous venons, mais où nous allons. Le gouverneur Romney pense que si nous diminuons les impôts, penchons vers les riches et diminuons les régulations, nous irons mieux.

J'ai un autre point de vue. Je pense que nous devons investir dans l'éducation et la formation. Qu'il est important de développer d'autres sources d'énergie ici en Amérique, que nous changions notre législation sur l'imposition afin de soutenir les entreprises qui investissent aux Etats-Unis, que nous prenions un peu de l'argent que nous économiserons en ralentissant deux guerres pour reconstruire l'Amérique et que nous réduisions notre déficit à un point qui nous permette d'engager ces investissements cruciaux.

Maintenant, le chemin que nous allons prendre dépend des électeurs, de vous. Allons-nous retomber dans les politiques économiques qui nous ont conduits dans ce désordre ? Ou allons-nous embrasser un nouveau patriotisme économique qui proclame que l'Amérique va mieux lorsque sa classe moyenne va mieux ?

Je suis impatient d'avoir ce débat.

Mitt Romney : Félicitations pour votre anniversaire, monsieur le président. Je suis sûr que c'est l'endroit le plus romantique que vous pouviez imaginer, d'être ici avec moi...

C'est évidemment un sujet très sensible. J'ai eu l'occasion, au cours des deux dernières années, de rencontrer des gens dans le pays. J'étais à Dayton, dans l'Ohio, quand une femme m'a agrippé le bras et dit : "*Je n'ai plus de travail depuis mai, pouvez-vous m'aider ?*"

Et hier, dans un rassemblement à Denver, une femme avec son bébé dans les bras est venue dire à ma femme, Ann, que son mari avait eu quatre emplois à temps partiel en trois ans, qu'il était chômeur depuis peu et qu'ils avaient perdu leur maison.

Et oui, nous pouvons aider ces gens, mais pour cela, il va falloir emprunter un chemin différent. Ni celui que nous avons suivi, ni celui que le président Obama décrit comme une diminution d'impôts pour les riches. Car ce n'est pas ce que je vais faire.

Mon plan comprend cinq axes essentiels : l'indépendance énergétique de l'Amérique du Nord, qui créera environ 4 millions d'emplois ; ouvrir d'autres marchés, particulièrement en Amérique latine, sévir contre la Chine quand elle triche ; s'assurer que nos concitoyens disposent des compétences nécessaires pour réussir et des meilleures écoles du monde – nous en sommes loin pour

l'instant ; revenir à un budget équilibré ; favoriser les petites entreprises car ce sont elles qui créent des emplois en Amérique et qu'au cours des quatre dernières années, leurs dirigeants ont estimé que l'Amérique n'était plus un endroit pour en créer.

Le chemin sur lequel nous étions n'a pas été celui du succès. Le président garde un point de vue assez similaire à celui qui fut le sien au cours de son mandat, celui d'un gouvernement plus gros, dépensant plus, taxant plus, régulant plus, un gouvernement dégoulinant si vous voulez. Mais ce n'est pas la bonne réponse pour l'Amérique. Je rendrai la vitalité à l'Amérique.

M. Obama : Pour moi, nous devons améliorer notre système éducatif et nous avons déjà fait d'énormes progrès en reprenant des idées aussi bien des démocrates que des républicains. Notre programme "Race to the Top" a initié des réformes dans 46 Etats en élevant le niveau et en améliorant la formation des professeurs. Je veux à présent recruter 100 000 nouveaux professeurs de mathématiques et de sciences et m'assurer que les frais d'inscription restent bas pour nos jeunes.

Pour notre code des impôts, le gouverneur et moi sommes d'accord sur le fait que l'impôt des sociétés est trop élevé. Je veux l'abaisser à 25 %. Mais je veux aussi supprimer les niches fiscales qui incitent des entreprises à créer des emplois à l'étranger. Je veux offrir des réductions d'impôts aux entreprises qui créent des emplois aux Etats-Unis.

Sur l'énergie, nous sommes d'accord aussi pour encourager la production américaine, et d'ailleurs les productions de pétrole et de gaz sont plus élevées qu'elles ne l'ont été depuis des années. Mais je pense qu'il ne faut pas négliger dans nos investissements les sources d'énergie du futur, comme l'éolien, le solaire ou les bio carburants.

Tout cela est possible. Mais à condition de supprimer le déficit. L'objet de notre débat sera de voir comment revoir notre code des impôts, de réduire nos dépenses de façon responsable, de trouver assez de revenus pour faire ces investissements.

Et là, il y a une grosse différence entre nous. Le plan du gouverneur Romney prévoit une réduction d'impôts de 5 000 milliards de dollars, plus une extension des réductions de Bush [2000-2008], ce qui fait 1 000 milliards supplémentaires, et une rallonge budgétaire de 2 000 milliards pour la défense, qui n'a pourtant rien demandé. Ce qui fait 8 000 milliards. La question de savoir comment payer pour cela, réduire le déficit et engager les investissements dont nous avons besoin, sans reporter ces coûts sur la classe moyenne américaine, me semble centrale.

M. Romney : Tout d'abord, je n'ai pas prévu de réduire les prélèvements de 5 000

milliards. Selon moi, monsieur le président, nous devrions soulager fiscalement la classe moyenne. Mais je n'ai pas l'intention de réduire les impôts des hauts-revenus, qui s'en sortent bien dans notre économie. Ils continueront qui que soit leur président, vous ou moi.

Ceux qui rencontrent des difficultés actuellement, ce sont les Américains aux revenus moyens, que votre politique économique a accablés. Leurs revenus ont diminué de 4 300 dollars, ce qui représente une taxe en soi. J'appellerai cela un prélèvement sur l'économie et il a été délétère.

Dans le même temps, le prix de l'essence a doublé sous votre présidence. L'électricité et la nourriture ont augmenté. Les coûts médicaux se sont accrus de 2 500 dollars par famille. Ces gens sont étranglés, et la question est de savoir comment les faire redémarrer. Il faut pour cela suivre mon plan.

Mais le président a souligné quelques points que je voudrais reprendre. D'abord l'éducation. Je suis d'accord, c'est la clé de l'avenir de notre économie. Mais concernant la formation professionnelle, nous avons 47 programmes sous la houlette du gouvernement fédéral, dépendants de huit agences différentes. Mieux vaudrait rapatrier ces dollars au niveau des Etats afin qu'ils puissent créer leurs propres formations, correspondant aux emplois dont ils ont vraiment besoin.

Nous sommes d'accord aussi sur la nécessité de réduire les taux de prélèvements. Et je le ferai, pour les entreprises comme pour les individus. Mais comme les caisses sont vides, afin de ne pas perdre plus d'argent, j'abaisserai les déductions, les crédits et les exemptions.

Concernant l'énergie, le président a raison de dire que la production d'hydrocarbures a augmenté. Mais c'est malgré ses mesures, pas grâce à elles.

La production s'est accrue sur des terres privées, non sur celles du gouvernement. Sur ces dernières, votre administration a divisé par deux le nombre de permis et de licences. Si je deviens président, je les doublerai et exploiterai aussi le pétrole off-shore et en Alaska. Et nous ferons cet oléoduc avec le Canada.

J'aime le charbon et je m'assurerai que nous puissions continuer à brûler du charbon propre. Cette branche se sent sinistrée par vos décisions politiques. Je veux rendre l'Amérique du Nord indépendante du point de vue énergétique et ainsi créer tous ces emplois.

Je souhaite réduire les taxes, mais aussi les sommes allouées au gouvernement. Mon objectif principal est qu'aucune réduction fiscale ne vienne accroître le déficit. Mais je veux aussi réduire la charge sur les revenus moyens, ce qui implique que je ne réduise pas celle qui pèse sur les hauts-revenus. On ne peut prétendre le contraire.

M. Obama : Parlons des impôts, je pense que c'est instructif. Il y a quatre ans, j'ai dit que je diminuerais les impôts de la classe moyenne, et c'est ce que j'ai fait, environ 3 600 dollars par famille. Avec plus d'argent en poche, ils peuvent peut-être s'acheter une nouvelle voiture. Ils sont en meilleure position pour affronter l'immense récession que nous avons traversée. Ils peuvent acheter un ordinateur pour leur enfant qui part au lycée, et ce surcroît de consommation permet de créer des emplois.

Maintenant, la proposition que le gouverneur Romney défend depuis dix-huit mois appelle une réduction de 5 000 milliards de prélèvements, avec 2 000 milliards supplémentaires pour la défense. Il prétend qu'il financera tout cela en mettant fin aux niches fiscales et aux déductions. Mais il n'a jamais expliqué comment il comptait faire cela.

Car quand on additionne les niches fiscales et les déductions dont les hauts-revenus peuvent bénéficier, on n'arrive pas à financer 5 000 milliards de dollars de baisse d'impôts et à octroyer 2 000 milliards aux dépenses militaires.

Des études indépendantes montrent que le seul moyen de financer les promesses du gouverneur Romney est d'en faire peser le fardeau sur les familles de la classe moyenne, d'un montant de 2 000 dollars environ.

Ce n'est pas mon analyse, mais celles d'économistes qui se sont penchés sur la question. Et je ne pense pas que ce soit la bonne recette pour la croissance économique.

M. Romney : Tout ce qu'il vient de dire sur mon programme fiscal est inexact. Je ne cherche pas une réduction d'impôts de 5 000 milliards de dollars. J'ai dit que je ne mettrai pas en place un plan de réduction des taxes qui aboutisse à augmenter le déficit.

Je ne réduirai pas non plus la part fiscale des hauts-revenus. Je sais que vous et votre colistier n'arrêtez pas de prétendre cela et que c'est populaire, mais c'est faux. J'ai cinq fils. Et l'habitude de m'entendre répéter des choses pas toujours vraies dans l'espoir que je finisse par y croire. Mais ce n'est pas le cas. D'accord ? Je ne réduirai pas les impôts des Américains disposant de hauts-revenus.

Et sous aucun prétexte je n'augmenterai les impôts des revenus moyens. Mais je les abaisserai. Vous citez une étude que six autres démentent. Moi, j'ai vu une étude aujourd'hui qui dit que vous allez augmenter les impôts sur les familles aux revenus moyens de 3 000 à 4 000 dollars.

Il y a plein d'études. Mais venons-en au fait : je veux réduire les taux de prélèvements, et en même temps diminuer les déductions, exemptions et crédits, afin de trouver les revenus dont nous avons besoin. Alors pourquoi baisser les

taux ?

Parce que 54 % des travailleurs américains travaillent dans de petites entreprises qui sont taxées au taux individuel et pas à celui des entreprises. Si ce taux est abaissé, ces petites entreprises pourront embaucher.

Tout l'enjeu est de réussir à créer des emplois pour les Américains.

M. Obama : Le gouverneur Romney a défendu son plan fiscal pendant dix-huit mois et maintenant, cinq semaines avant le scrutin, il annonce que sa grande idée c'est : *"Ne vous en faites pas."*

C'est un fait mathématique, monsieur le gouverneur, votre plan ne pourra pas épargner les familles moyennes.

Tous deux, nous encourageons la croissance des petites entreprises. Et tandis que mon plan fiscal a déjà réduit les prélèvements sur 98 % des familles, j'ai aussi baissé les taxes pour les petites entreprises dix-huit fois. Et je souhaite juste continuer les réductions sur ces deux fronts.

Mais je pense que pour les revenus qui excèdent 250 000 dollars par an, nous devrions revenir aux niveaux de prélèvement en vigueur sous la présidence Clinton, lorsque nous avons créé 23 millions d'emplois, que nous sommes passés d'un déficit à un surplus, et avons créé un bon nombre de millionnaires.

Et s'il est si important de faire cela, c'est parce qu'ainsi nous ne réduirons pas seulement le déficit et encouragerons la création d'emploi dans les petites entreprises, mais nous rendrons les investissements dans l'éducation et l'énergie possibles.

Et nous n'avons pas la même définition de la petite entreprise. Sous ma présidence, 97 % des petites entreprises ne verraient pas leurs impôts sur le revenu augmenter. Le gouverneur Romney soutient donc que les 3% restant sont ceux qui créent des emplois, ceux qui seraient écrasés de taxes. Mais dans la définition du gouverneur Romney, le petit entrepreneuriat comprend un bon paquet de millionnaires et milliardaires. Donald Trump est un petit entrepreneur. Oui, je sais bien que Donald Trump n'aime pas l'idée d'être petit en quoi que ce soit mais c'est pourtant ainsi que vous définissez le petit entrepreneuriat d'un point de vue fiscal.

Et ce n'est pas cette approche qui permettra la croissance de notre économie, je crois, car la seule façon de payer pour cela sans étrangler la classe moyenne ou faire éclater notre déficit, c'est d'opérer des coupes drastiques dans des domaines comme l'éducation, toutes choses qui soutiennent la croissance de l'Amérique. Je pense que ce serait une erreur.

M. Romney : Monsieur le président, vous avez raison. Mais les 97 % des petits entrepreneurs ne sont pas taxés à 35 % mais moins. Mais les 3% qui restent emploient la moitié des travailleurs du secteur. Ce sont les entrepreneurs qui emploient le quart de tous les travailleurs américains.

Et votre plan consiste à faire passer leur taux de prélèvement de 35 à 40 %. La fédération nationale des entrepreneurs indépendants a calculé que votre plan coûterait 700 000 emplois.

Je ne veux pas tuer des emplois. Les emplois sont ma priorité. En effet, avoir plus de gens qui travaillent, qui gagnent plus d'argent et payent plus d'impôts, c'est le moyen le plus efficace de retrouver un équilibre budgétaire.

M. Obama : Avant de changer de sujet, je voudrais juste dire ceci aux Américains. Si vous croyez que l'on peut réduire les prélèvements de 5 000 milliards et rallonger le budget de la défense de 2000, et cela en fermant les niches fiscales et les déductions pour les riches, sans prélever les classes moyennes, alors le plan du gouverneur Romney est pour vous.

Mais notre histoire nous montre que ce n'est pas la bonne recette pour créer de l'emploi.

Les deux approches sont connues. Celle du Gouverneur est celle qui a été menée en 2001 et 2003, et qui a conduit à la plus faible croissance en termes d'emplois des cinquante dernières années, à passer de surplus à un déficit et qui s'est achevée dans la plus grave crise financière qu'on ait connu depuis la Grande dépression.

Bill Clinton a essayé quant à lui l'approche dont je parle. Nous avons créé 23 millions d'emplois. Nous sommes passés d'un déficit à des surplus. Et les entrepreneurs avaient de bons résultats. En quelque sorte, nous avons recueilli quelques indices sur l'approche qui serait la meilleure pour créer de l'emploi et des opportunités pour les Américains et je pense que l'économie va mieux quand les familles de la classe moyenne payent moins d'impôts et disposent ainsi d'un pouvoir d'achat plus grand. Quant à ceux qui, comme vous et moi, ont très bien réussi grâce à ce magnifique pays où nous vivons, je crois que nous pouvons nous permettre de faire un peu plus afin de ne pas faire exploser les déficits.

M. Romney : Je vous répète que je ne défends pas un plan de 5 000 milliards de dollars de baisse d'impôts. Mon plan est de ne mettre en place aucune taxe qui aurait pour conséquence d'augmenter le déficit. Que ce soit bien clair. Vous pouvez donc continuer à vous référer à de tels chiffres, mais il ne s'agit en rien de mon plan.

Regardons l'histoire. Mon plan ne ressemble à rien de ce qui a été tenté par le

passé. Mon plan consiste à réduire les taux de prélèvement, mais aussi à diminuer les déductions, exceptions et autres crédits en même temps afin que le produit des taxes se maintienne, tandis que l'abaissement des taux créera de l'emploi.

Ma priorité est de remettre les Américains au travail. Ils souffrent dans ce pays. C'est une évidence. Il n'y a qu'à regarder les quatre dernières années. C'est absolument extraordinaire. 23 millions de chômeurs dont la plupart ont arrêté de chercher du travail. Quand le président a pris ses fonctions, 32 millions d'Américains recevaient des bons alimentaires. Ils sont maintenant 47 millions. La croissance économique de cette année est inférieure à celle de l'an passé, et l'an passé inférieure à l'année d'avant.

Continuer avec le statu quo ne résoudra pas les problèmes que les Américains affrontent aujourd'hui.

M. Lehrer : Quelles différences il y a-t-il entre vous sur la question de la réduction du déficit de ce pays ?

M. Romney : Je crois qu'il ne s'agit pas seulement d'une question qui touche à l'économie, c'est une question morale. Je crois qu'il n'est pas moral pour ma génération de continuer de dépenser sans compter, plus que nous avons, tout en sachant que le fardeau portera sur la prochaine génération et qu'elle devra payer intérêt et principal pour le restant de ses jours. La somme de dettes que nous ajoutons, mille milliards par an, n'est simplement pas moral. Il y a mathématiquement trois moyens de réduire un déficit : augmenter les impôts, couper dans les dépenses et faire progresser l'économie parce que si plus de personnes travaillent dans une économie qui croît, ils payent des taxes. Le président préférerait augmenter les impôts. Le problème est que cela pèse sur la croissance et on ne pourra donc pas y arriver ainsi. Je veux simultanément baisser les dépenses et favoriser la croissance de l'économie. Qu'est-ce que je couperai ? Tout d'abord tous les programmes qui ne passeront pas le test suivant : est-ce que cela vaut la peine d'emprunter de l'argent à la Chine pour financer cela. Si la réponse est négative, je le supprimerai. Obamacare [le nom donné à la généralisation de l'assurance maladie] est sur ma liste. Je suis désolé Jim, je stopperai aussi le financement de PBS [Public Broadcasting service.] Ensuite, je confierai aux Etats des programmes qui sont de bons programmes mais qui pourraient mieux gérés à ce niveau. Enfin je rendrai le gouvernement plus efficace, je diminuerai le nombre d'employés et réaménagerai des agences et des départements. Le président a dit qu'il diminuerait le déficit de moitié, en fait, il l'a doublé. Mille milliards de dollars pour ces quatre dernières années. Une dette publique presque aussi importante que celle, cumulée, de tous les présidents précédents.

M. Obama : Quand je suis arrivé dans le Bureau Ovale, j'ai été accueilli par plus

de mille milliards de déficit. Nous savons d'où cela venait : deux guerres payées avec une carte de crédit, deux vagues de réductions d'impôts non financées, un paquet de programmes également non financés, à quoi s'ajoutait une crise économique massive. Nous avons dû prendre des mesures pour éviter de sombrer dans une Grande dépression et supprimer ce qui ne facilitait pas la croissance, soit 77 programmes gouvernementaux, dont des projets de l'armée de l'air qui ne marchaient pas bien, 18 programmes gouvernementaux pour l'éducation qui ne donnaient pas de résultats pour les enfants, on s'est également attaqué à la fraude dans Medicare [l'assurance maladie des plus de 65 ans] et Medicaid [aide sociale], plus agressivement que par le passé, et nous avons économisé des dizaines de milliards, cinquante milliards de gaspillage.

Et j'ai travaillé avec les démocrates et les républicains pour économiser mille milliards de notre budget, la plus grande coupe depuis Dwight Eisenhower. Nous savons tous qu'il faut faire plus, c'est pourquoi je propose un plan de réduction du déficit de 4 mille milliards. Pour y parvenir, nous prévoyons un dollar de recettes supplémentaires chaque fois que nous supprimons 2,5 dollars, en demandant à ceux qui ont bien réussi de faire un peu plus. Le gouverneur Romney a mentionné auparavant la commission Bowles-Simpson, c'est ce qu'elle suggère, un équilibre entre des recettes et des économies et c'est une différence majeure entre le gouverneur Romney et moi.

Lorsqu'il a débattu avec les autres candidats républicains à l'investiture et qu'on lui a demandé s'il accepterait un dollar de recettes supplémentaires pour chaque coupe de dix dollars dans les dépenses, il a dit non. Si vous choisissez une approche non équilibrée, cela veut dire que vous allez sabrer dans les investissements pour les écoles et l'éducation et lorsque le gouverneur Romney a dit qu'il confiera Medicaid aux Etats, cela veut dire en vérité une coupe de 30% pour les personnes âgées en maisons de retraite ou pour les enfants handicapés. Et ce n'est pas la bonne stratégie pour aller de l'avant.

M. Lehrer : Gouverneur, êtes-vous d'accord avec Simpson Bowles ?

M. Romney : J'ai mon propre plan. Ce n'est pas le même que Simpson-Bowles. Mais le président aurait dû s'en saisir. Si vous voulez faire des ajustements, prenez-le, allez au Congrès, battez-vous.

M. Obama : C'est ce qu'on a fait, on a procédé à des ajustements et on présente aujourd'hui au Congrès un plan de 4 milliards de déficit.

M. Romney : Mais vous avez été président pendant quatre ans. Vous aviez dit que vous réduiriez le déficit de moitié. Quatre ans plus tard, nous avons toujours mille milliards de déficit, le CBO [Congressional budget office] dit que nous avons mille milliards de dollars de déficit supplémentaire chaque année. Le travail n'est pas fait.

Pourquoi je ne veux pas augmenter les impôts ? Vous avez dit en 2010 : "*quand l'économie progresse aussi lentement, quand nous sommes en récession, on ne doit pas augmenter les impôts de tout le monde*". Mais l'économie progresse toujours aussi lentement, en fait, elle progresse même encore plus lentement que lorsque vous avez fait cette déclaration. La réalité est que ce n'est pas seulement les personnes riches – vous avez mentionné Donald Trump. Ce n'est pas seulement Donald Trump que vous taxez. C'est toutes ces entreprises qui emploient au final un quart des Américains. Vous augmentez les impôts et vous détruisez les emplois. C'est pourquoi la National federation of independent business a dit que votre plan va détruire 700 000 emplois. Je ne veux pas détruire d'emplois dans cet environnement.

M. Lehrer : Et à propos de cette idée selon laquelle pour réduire le déficit il faut des recettes qui s'ajoutent aux coupes ?

M. Obama : Le gouverneur Romney l'a écartée.

M. Romney : Les recettes que j'obtiens c'est en ayant plus de personnes au travail, qui paient plus d'impôts. C'est comme cela que l'on obtient de la croissance et que l'on équilibre le budget. Mais cette idée d'imposer plus les gens, de priver les gens d'emploi, cela ne mène nulle part. Vous n'équilibrerez jamais votre budget en augmentant les impôts, 42% de l'économie espagnole va au gouvernement. Nous dépensons aujourd'hui 42% de notre économie pour le gouvernement. Je ne veux pas suivre le chemin de l'Espagne, je veux suivre la voie de la croissance qui met les Américains au travail, avec plus d'argent qui rentre parce qu'ils travaillent.

M. Obama : Si on veut être sérieux, il faut adopter une approche équilibrée et responsable. D'ailleurs, il ne s'agit pas seulement des impôts sur les personnes. Parlons des impôts sur les sociétés. J'ai identifié des domaines où des changements pourraient aider l'économie. L'industrie pétrolière reçoit 4 milliards de dollars par an, bénéficie de déductions dont les petites entreprises auxquelles se réfère le gouverneur Romney ne peuvent bénéficier. Personne ne peut croire qu'ExxonMobil a besoin d'argent supplémentaire alors qu'il en gagne chaque fois que vous allez à la pompe. Pourquoi ne pas supprimer cela. Pourquoi ne pas supprimer les réductions d'impôts sur les avions privés des entreprises. Je crois que quand vous avez un avion privé, vous pouvez payer en totalité. Aujourd'hui, vous pouvez bénéficier de déductions d'impôts pour transférer une entreprise à l'étranger. Je crois que la majorité des Américains diront que cela n'a pas de sens.

Nous avons donc une approche équilibrée et cela nous permet d'aider les jeunes, comme nous l'avons déjà fait pendant mon mandat, pour s'assurer qu'ils pourront aller dans le secondaire. J'ai rencontré une enseignante à Las Vegas qui m'a raconté qu'elle avait 42 enfants dans sa classe, dont certains avaient dû s'asseoir

par terre avant d'être placés dans d'autres classes, avec des livres vieux de dix ans... Ce n'est pas une recette pour la croissance. Ce n'est pas comme cela que l'Amérique a été construite. Et le budget reflète des choix. Au final, il faut faire des décisions et si on ne veut pas de recettes supplémentaires, et bien cela veut dire qu'il faudra supprimer beaucoup de choses. La magnitude des coupes d'impôts que vous mentionnez, Gouverneur, se traduira pas des difficultés pour les gens et, c'est encore plus important, cela ne nous donnera pas de croissance.

Comme je l'ai dit, transférer Medicaid aux Etats c'est potentiellement une baisse de 30%. Cela peut paraître un détail, un chiffre sur une feuille de papier, mais quand on parle d'une famille qui a un fils autiste et qui dépend de Medicaid ; c'est un très gros problème.

M. Romney : Tout d'abord la question des exemptions d'impôts pour les entreprises du secteur pétrolier, le département de l'énergie dit que cela représente 2,8 milliards par ans, cela existe depuis 100 ans.

B. Obama : Il est temps d'en finir.

M. Romney : En une année, vous avez versé 90 milliards de dollars pour les énergies vertes. J'aime moi aussi les énergies vertes, mais cela représente 50 années de ce que le pétrole et le gaz reçoivent. Vous avez mentionné Exxon et Mobil, mais en fait ce sont principalement les petites entreprises qui bénéficie des ces 2,8 milliards. N'oubliez pas, vous avez mis 90 milliards dans le solaire et l'éolien, pour Solydra [entreprise de panneaux solaires qui a fait faillite en dépit des aides fédérales] , Fisker, Ener1. Un ami à moi m'a dit que vous ne choisissez pas les vainqueurs et les perdants mais seulement les perdants ! Ce n'est pas le genre de politique qu'il faut si on veut que l'Amérique soit en sécurité sur la question de l'énergie. Vous avez ensuite dit qu'il existe des déductions pour les délocalisations d'entreprises, ma foi, je suis dans les affaires depuis 25 ans, je ne vois absolument pas de quoi vous voulez parler.

Peut-être faut-il que je change de comptable.

Enfin Medicaid et les Etats, je me souviens lorsque j'étais gouverneur et que cette idée fut lancée par Tommy Thompson [ancien secrétaire à la sante de George Bush], les gouverneurs, démocrates comme républicains, ont réagi en disant : laissez-nous le faire. Nous pouvons nous occuper de nos pauvres aussi bien, et aussi efficacement, que lorsque le gouvernement fédéral nous dit ce qu'il faut faire pour nos pauvres. Une des choses magnifiques de ce pays est que les Etats sont des laboratoires de démocratie.

M. Lehrer : **Nous en venons au chapitre trois : l'économie et les prestations sociales. Monsieur le Président, voyez-vous un clivage important entre vous deux sur les retraites ?**

B. Obama : Je crains, je crois que sur le système des retraites nous avons des positions relativement proches. Notre système de retraites est structurellement sain. Il faudra le modifier à la marge, comme l'avaient fait Ronald Reagan et le président de la Chambre des représentants Tip O'Neill. Mais ses fondamentaux sont solides. Je veux aussi parler de Medicare, qui génère de grands déficits.

Ma grand-mère – certains d'entre vous le savent – a participé à mon éducation. Mes grands-parents ont participé à mon éducation. Mon grand-père est mort il y a déjà un bon moment, ma grand-mère est morte trois jours avant mon élection à la présidence. Elle tenait farouchement à son indépendance. Elle s'en est sortie en ayant seulement été jusqu'au lycée. Elle a commencé comme secrétaire et fini sa carrière comme vice-présidente d'une banque locale. Si elle a pu être indépendante, c'est grâce à notre système de retraite et d'assurance maladie. Elle a travaillé toute sa vie, épargné, tout en sachant qu'il existait un filet de sécurité, un plancher en-dessous duquel elle ne pourrait pas tomber. Il y a des gens qui ont travaillé dur, comme ma grand-mère, des millions de gens qui comptent là-dessus.

La question est : *"Comment renforçons-nous ce système à long terme ?"* Sur Medicare, nous avons fait ce que nous avons promis. Nous avons économisé 716 milliards de dollars en cessant de surpayer les compagnies d'assurance et les fournisseurs de soins. Grâce à cet argent, nous avons pu diminuer en moyenne de 600 dollars le coût des médicaments pour les seniors et leur offrir un accès à des soins préventifs qui, au total, coûte moins cher à l'ensemble du système.

M. Romney : Nos aînés sont dépendants de ces programmes, et je sais que chaque fois que nous évoquons la question des prestations sociales, les gens s'inquiètent de voir les choses empirer.

(...) Le président ampute Medicare de 716 milliards de dollars. Il assure que c'est en ne surpayant pas les hôpitaux et les fournisseurs de soins. Simplement en leur disant *"Nous allons réduire vos tarifs et tout le monde payera moins cher."* Mais ça ne concerne pas que des endroits où il y a des abus. En réalité, environ 15 % des hôpitaux et des maisons de retraite préviennent qu'ils n'accepteront plus de patients dépendants de Medicare dans ces conditions. 50 % des médecins disent la même chose. 4 millions de personnes vont perdre leur accès aux soins à cause de ces coupes de 716 milliards de dollars.

(...) Je veux reprendre ces 716 milliards de dollars et les réinjecter dans Medicare. J'estime que l'idée d'enlever 716 milliards à Medicare pour compenser les dépenses supplémentaires occasionnées par l'Obamacare est une erreur.

En ce qui concerne les futurs retraités, j'ai des propositions pour leur assurer un accès à Medicare et au système de retraites...

B. Obama : L'essence de ce plan est de transformer Medicare en un système de bons [voucher program], un système d'aides financières à la souscription d'assurances privées]. (...) Si vous avez 54 ou 55 ans, vous devriez écouter la suite parce que cela va vous toucher/affecter directement.

L'idée, émise à l'origine par le parlementaire Ryan, votre colistier, est d'offrir des bons aux séniors pour leur permettre d'accéder au marché privé et de souscrire à l'assurance santé de leur choix. Le problème est que ce système ne prend pas en compte l'augmentation des prix de la santé. Il a été estimé que cela coûterait en moyenne 6 000 dollars par an aux seniors.

Il y a un autre problème, c'est que les compagnies d'assurance sont habiles pour repérer les séniors les plus jeunes et en bonne santé. Elles se tournent vers eux, laissant dans le giron de Medicare les séniors les plus vieux et les plus malades. Tous les économistes qui se sont penchés sur ce problème estiment que ce plan conduirait à un effondrement de Medicare.

Le résultat que vous obtenez, ce sont des gens comme ma grand-mère qui se retrouvent à la merci d'assurances privées précisément au moment où ils ont besoin d'une couverture santé valable.

Les premiers bénéficiaires de cette réforme sont les compagnies d'assurance, qui pourront gagner des milliards sans améliorer la qualité des soins. Je ne pense pas que ce soit une approche valable pour renforcer Medicare sur le long terme.

M. Romney : Pour assurer l'avenir de Medicare, je veux permettre aux gens qui seront bientôt à la retraite de choisir entre le système actuel et le secteur privé. Qu'ils aient le choix.

Personnellement, je choisirais plutôt une assurance privée. Je n'aimerais pas que le gouvernement me dise quelle couverture santé choisir. Je veux pouvoir choisir une assurance privée, et si elle ne me plaît pas j'en trouve une autre.

Autre chose que nous devons faire pour sauver Medicare : nous devons maintenir un niveau de prestations élevées pour les personnes ayant de faibles revenus et les diminuer pour les personnes ayant un revenu plus élevé.

M. Lehrer : **Etes-vous d'accord pour dire que les électeurs peuvent faire un choix, un choix clair, entre vous deux en ce qui concerne Medicare ?**

M. Romney : Absolument !

M. Obama : Absolument !

M. Lehrer : **Pour finir sur l'économie, quelle est votre opinion sur le niveau de régulation fédérale de l'économie ? Y a-t-il trop de régulation ?**

M. Romney : La régulation est essentielle. Vous ne pouvez pas avoir un marché libre si vous n'avez pas de régulation. En tant qu'homme d'affaires, je dois connaître les règles, j'ai besoin de règles. On ne peut pas laisser des gens ouvrir une banque dans leur garage et proposer des crédits. Mais en même temps la régulation peut devenir excessive.

C'est ce qui s'est passé avec certaines des lois qui ont été votées pendant le mandat du président. La régulation est devenue excessive et cela a fait du mal à l'économie.

Laissez-moi vous donner un exemple... Certaines dispositions de la loi Dodd-Frank [voir encadré] ont eu des conséquences qui n'avaient pas été envisagées et qui ont nui à l'économie. L'une d'elles est d'avoir désigné un certain nombre de banques comme "trop grosses pour faire faillite" et de leur avoir apporté une garantie fédérale. C'est le plus important cadeau qui ait jamais été fait aux banques de New York. Pendant ce temps, depuis que Dodd-Frank a été adopté, 122 petites banques locales ont fait faillite.

M. Lehrer : Voulez-vous abroger la loi Dodd-Frank ?

M. Romney : Je l'abrogerai et la remplacerai : nous n'allons pas nous débarrasser de toute régulation. Il doit y avoir de la régulation. Et certaines dispositions de Dodd-Frank font sens... Nous avons besoin de transparence.

M. Obama : La crise économique si importante que nous affrontons trouve son origine dans certains comportements imprudents qui ont été généralisés. Cela ne concerne pas uniquement Wall Street. Des organismes de crédits incompetents ont accordé des prêts qui n'auraient pas dû l'être. Des gens ont emprunté, pour acheter une maison, des sommes qu'ils ne pouvaient pas rembourser. Des agences de notation ont noté A1 des produits investissement qui ne le méritaient pas.

Qu'avons-nous fait ? Nous avons accompli la réforme la plus dure qu'ait connue Wall Street depuis les années 1930. Nous avons dit aux banques : *"Vous devez augmenter vos fonds propres ; vous ne pouvez pas avoir des comportements à risques qui menacent Main Street [l'économie réelle] ; vous devez être capables d'assumer vos mauvais choix pour que nous n'ayons pas à vous renflouer avec l'argent du contribuable."* Nous nous sommes aussi assurés que tout l'argent déboursé pour aider ces banques serait remboursé jusqu'au dernier centime. Avec les intérêts.

Le gouverneur Romney dit qu'il veut abroger Dodd-Frank. La question est : quelqu'un croit-il que nos problèmes sont dus à un excès de supervision et de régulation sur Wall Street ? Si c'est votre cas, le gouverneur Romney est votre candidat.

M. Lehrer : Parlons des soins de santé, sujet sur lequel je sais que vous divergez du fait de la loi sur l'accès aux soins, l'Obamacare. M. Romney, pourquoi voulez-vous abroger l'Obamacare ?

M. Romney : Bien sûr pour une raison tirée de mon expérience. J'étais dans le New Hampshire. Une femme est venue me voir et m'a dit : *"je ne peux payer une assurance pour mon fils et moi"*. J'ai rencontré un couple à Appleton, dans le Wisconsin, qui m'a dit : *"Nous pensons renoncer à notre assurance, nous ne pouvons plus la payer"*. Et le nombre de petites entreprises que j'ai visitées qui disent renoncer à leur assurance parce qu'elles ne peuvent la payer.

Le prix des soins de santé est prohibitif. Nous devons nous occuper de ce problème. Malheureusement, la commission budgétaire du Congrès a estimé que l'Obamacare coûterait par an 2 500 dollars de plus qu'une assurance traditionnelle. (...) Quand le président a entamé son mandat, il a dit que, dans l'année, il aurait baissé le prix de l'assurance de 2 500 dollars par famille. Au lieu de cela, il a augmenté son prix d'autant. Donc, c'est coûteux. Les choses coûteuses nuisent aux familles.

La seconde raison est que pour le financer, on grève le Medicare de 716 milliards de dollars. Je veux réaffecter cet argent au Medicare pour nos personnes âgées.

Troisièmement, une commission non élue a été mise en place qui dira aux gens à quel type de traitements ils ont droit. Je n'aime pas cette idée. Quatrièmement, une étude nationale a été réalisée sur les petites entreprises pour savoir quel a été l'effet de l'Obamacare sur leurs plans de recrutement. Les trois quarts ont répondu que cela réduisait leur possibilité de recrutement. Je ne comprends pas comment le président a pu débiter son mandat, avec 23 millions de personnes sans emploi, un chômage en hausse, une crise économique sur la table, et dépenser énergie et passion pendant deux ans à se battre pour l'Obamacare au lieu de se battre pour donner des emplois au peuple américain. (...) La meilleure façon de procéder pour les soins de santé est de suivre l'exemple de mon Etat : préparer un programme au niveau de l'Etat qui réponde aux besoins de l'Etat. Pour se pencher ensuite sur la façon de réduire les coûts, plutôt que de les augmenter avec une prime supplémentaire à payer de 2 500 dollars.

M. Obama : Il y a quatre ans, quand j'ai débuté mon mandat, je parcourais le pays et j'ai discuté avec ce gouverneur dont Romney parle. Il n'était pas seulement question des petites entreprises qui ont vu les coûts atteindre des sommets et qui ne pouvaient plus avoir une couverture santé abordable même si elles désiraient en offrir une à leurs employés. Il n'était pas seulement question du principal moteur de notre déficit fédéral, des coûts globaux de nos soins de santé, mais il était question de familles craignant faire faillite, des millions de familles, dans tout le pays.

Si ces familles présentaient des "conditions préexistantes", elles pouvaient ne pas être couvertes du tout. Si elles étaient couvertes, les compagnies d'assurance pouvaient leur imposer une limite de remboursement arbitraire. En conséquence, ils paient leurs cotisations, quelqu'un tombe vraiment malade, mais ils n'ont pas assez d'argent pour payer les factures, parce que les compagnies d'assurance disent qu'ils ont atteint la limite. Nous nous sommes attelés à cela, parallèlement à notre action pour l'emploi, il s'agit d'avoir la certitude que les familles de la classe moyenne sont en sécurité dans ce pays.

Laissez-moi vous dire ce que l'Obamacare a permis. Premièrement, si vous avez une assurance santé, ce n'est pas une mainmise du gouvernement. Vous conservez votre propre assurance. Vous avez votre propre médecin. Il empêche les compagnies d'assurance de vous refuser. Elles ne peuvent vous imposer des limitations à la durée de votre contrat. Elles doivent vous autoriser à garder votre enfant sur votre assurance jusqu'à ses 26 ans. Et vous avez droit à des rabais si les compagnies d'assurance dépensent plus en coûts administratifs et font plus de profit qu'actuellement. Deuxièmement, si vous n'avez pas d'assurance santé, nous mettons sur pied un programme collectif qui vous permet de bénéficier de tarifs de groupe qui sont généralement 18 % inférieurs au prix d'une assurance individuelle.

L'ironie de la chose est que nous avons constaté que ce modèle fonctionnait bien dans le Massachusetts, parce que le gouverneur Romney a fait quelque chose de bien, en travaillant avec les démocrates de l'Etat pour mettre sur pied ce qui en est la réplique exacte. En conséquence, les habitants sont couverts. Cela n'a pas détruit d'emplois. Et on dispose désormais d'un système à partir duquel on peut commencer à réduire les coûts, plutôt que de laisser des millions de personnes dehors dans le froid.

M. Romney : J'aime la façon dont nous avons procédé dans le Massachusetts. J'aime l'idée que dans mon Etat, les républicains et les démocrates se sont réunis et ont travaillé ensemble. Vous avez promu un programme sans un seul soutien républicain. Sur une base entièrement partisane, au lieu de réunir l'Amérique et de discuter d'une question importante, vous avez promu une chose que vous, [l'ancienne présidente démocrate de la Chambre des représentants] Nancy Pelosi et [le chef des démocrates au Sénat] Harry Reid considéraient comme la meilleure réponse.

Quelles ont été les différences ? Nous n'avons pas augmenté les impôts. Vous les avez augmentés de mille milliards de dollars avec l'Obamacare. Nous n'avons pas réduit Medicare, nous n'avons pas réduit le Medicare de 716 milliards de dollars. Nous n'avons pas mis en place de commission qui peut dire aux gens quel traitement ils vont recevoir. La Commission budgétaire du Congrès estime que 20 millions de personnes vont perdre leur assurance avec l'entrée en vigueur

d'Obamacare l'année prochaine. Une étude de McKinsey et de la compagnie des entreprises américaines dit que 30 % d'entre elles prévoient de retirer la couverture santé des employés. C'est pourquoi les républicains ont dit de ne pas le faire. Ils ont présenté un projet, un projet bipartisan. Il a été écarté. Je pense qu'une chose de cette ampleur doit être décidée sur une base bipartisane. Il nous faut un président capable de faire des allers-retours entre les deux camps pour préparer une loi importante avec l'apport des deux.

M. Obama : Il y a deux façons de gérer la crise des soins de santé. La première est de laisser un tas de gens sans assurance se débrouiller, de laisser les entreprises imaginer comment elles peuvent continuer à payer les primes d'assurance santé jusqu'à devoir renoncer, laissant leurs employés sans assurance. Ce qui a été la tendance. Sinon, nous pouvons chercher la façon d'améliorer le coût des soins. Et il y a des façons de le faire. Quand l'Obamacare sera totalement mis en place, nous serons en position de montrer que les coûts baissent. Au cours des deux dernières années, les cotisations ont augmenté, c'est vrai, mais en proportion moindre que durant les 50 dernières années. On commence déjà à voir des progrès. En attendant, les gens sont assurés, on obtient déjà un rabais. Le gouverneur Romney dit qu'ils vont la remplacer. Le problème est qu'il n'a pas réellement décrit par quoi il allait la remplacer, autrement que de dire nous allons laisser cette question aux Etats. En fait, on estime que 50 millions de personnes vont perdre leur assurance santé si l'Obamacare est abrogé.

M. Romney : Premièrement, les conditions préexistantes sont couvertes par mon projet. Deuxièmement, les jeunes peuvent rester sur l'assurance de leur famille. C'est déjà prévu dans le privé. Il n'y a pas besoin d'une obligation dictée par le gouvernement fédéral pour que cela se fasse. A mon avis, le gouvernement n'est pas efficace pour baisser les coûts de quoique ce soit. Les gens et les libres entreprises cherchant des façons de faire mieux les choses peuvent être plus efficaces pour réduire les coûts que le gouvernement. Pour réduire les coûts des soins de santé, on n'a pas besoin d'une commission de quinze personnes nous disant quel traitement nous devons avoir. Nous avons besoin de mettre les programmes d'assurance, les fournisseurs, les hôpitaux, les médecins sur la bonne voie, de façon à ce qu'ils soient incités, récompensés pour leur performance, pour faire un travail excellent, pour réduire les coûts et cela arrive.

M. Obama : [Mitt Romney] nous dit qu'il va remplacer l'Obamacare et s'assurer que les bonnes choses qu'il inclut seront dans ce nouveau projet qu'il ne faut pas s'en faire. A un moment, le peuple américain doit se demander si la raison pour laquelle le gouverneur Romney garde secrets tous ces programmes de remplacement est parce qu'ils sont trop favorables ? Parce que les familles de la classe moyenne vont en tirer trop de bénéfices ? Non. La raison en est que lorsque l'on réforme Wall Street, que l'on s'attaque au problème des conditions

préexistantes, qui sont des problèmes difficiles, on doit faire des choix. Et les choix que nous avons faits sont ceux qui bénéficient aux familles de la classe moyenne dans tout le pays.

M. Romney : Mon programme s'attaque aux conditions pré-existantes. Ce que nous avons fait dans le Massachussetts est un modèle pour la nation, Etat par Etat. Laisser le gouvernement fédéral s'occuper des soins de santé pour la nation toute entière et mettre de côté le dixième amendement, qui donne aux Etats des droits dans ces domaines, n'est pas la meilleure façon pour donner à l'Amérique une économie plus forte et vibrante.

M. Lehrer : Voici une transition parfaite vers le prochain thème de ce débat, le rôle du gouvernement. Croyez-vous qu'il y a des différences fondamentales entre vous sur ce sujet ?

M. Obama : Oui, je crois qu'il y a des différences. Le premier devoir du gouvernement est d'assurer la sécurité des Américains. J'ai pensé à cela et j'y ai travaillé chaque jour, depuis mon entrée dans le Bureau Oval. Mais je crois également que le gouvernement doit créer un cadre dans lequel chacun puisse réussir. Le génie de l'Amérique, c'est le système de la libre entreprise, le fait que chacun peut créer sa société, prendre ses propres décisions. Mais comme l'avait compris Abraham Lincoln, il y a également des choses que nous faisons mieux ensemble. Au milieu de la guerre civile, il a dit : finançons la Transcontinental Railroad, lançons l'Académie nationale des sciences et aidons à la construction de collèges publics, parce que nous voulons assurer des opportunités à tous les Américains et parce que si tout le monde a les mêmes chances, nous y gagnerons tous. Ces initiatives ne restreignent pas la liberté, au contraire.

Sur l'éducation, par exemple, j'ai dit que nous devrions revoir ces écoles qui ne fonctionnent pas. Nous avons conçu le programme *Race to the top* ("La course au sommet"). Ce n'était pas une approche centralisée : nous avons dit aux Etats que nous leur donnerions plus d'argent s'ils s'engagent à réformer. Et 46 Etats s'y sont prêtés. Mais j'ai aussi dit : recrutons 100 000 professeurs de mathématiques et de sciences pour conserver notre avance technologique. Mais les Etats ne peuvent pas tout faire : nous avons perdu des centaines de milliers de postes ces dernières années. Le gouverneur Romney pense que nous n'avons pas besoin de plus d'enseignants, je pense que si, et que ces investissements peuvent être portés par l'Etat fédéral. En plus cela créera des emplois, car les entreprises veulent s'implanter là où il existe une main d'œuvre qualifiée.

M. Romney : Tout d'abord, j'aime les bonnes écoles. Nos écoles, dans le Massachussetts, sont classées comme les meilleures des Etats-Unis. Et la clé pour avoir de bonnes écoles, c'est d'avoir de bons enseignants. Je récuse l'idée que je serais contre le fait d'avoir de meilleurs enseignants, ou plus d'enseignants.

Ce que je pense, c'est que chaque district, chaque Etat doit prendre ses propres décisions.

Le rôle du gouvernement ? Regardez derrière nous : la constitution et la déclaration d'indépendance. Le rôle du gouvernement est de protéger et promouvoir leurs principes. Tout d'abord nous devons protéger les vies et la liberté des citoyens -ce qui signifie qu'il nous faut une armée. Je ne pense pas qu'il faille réduire les dépenses de l'armée, il faut au contraire préserver la force de l'armée américaine.

Nous avons été dotés de ces droits par le Créateur, et je crois que nous devons rester fidèles à nos engagements envers la liberté religieuse

Nous croyons que nous sommes les enfants d'un même dieu, nous nous soucions de ceux qui ont des faiblesse ou rencontrent des difficultés. Et nous découvrons, nous innovons pour assurer la poursuite du bonheur de nos citoyens.

Mais nous croyons aussi qu'il faut maintenir, pour chacun, le droit de poursuivre ses rêves sans que l'Etat se substitue aux individus. Ce que nous voyons à l'œuvre, c'est une approche dans laquelle le gouvernement pense qu'il peut faire mieux que les individus. Et cela ne marche pas. La preuve, c'est les 23 millions d'Américains sans emploi, le fait qu'un habitant sur 6 est sous le seuil de pauvreté, que nous sommes passés de 32 millions de personnes dépendant des bons alimentaires à 47 millions. La preuve c'est que 50% de nos jeunes diplômés, cette année, ne trouveront pas d'emploi. Nous savons que le chemin que nous suivons n'est pas le bon. Il est temps d'essayer un nouveau chemin.

M. Lehrer : Bien. Essayons maintenant de voir dans le détail. Pour vous, le gouvernement fédéral a-t-il la responsabilité d'améliorer la qualité de l'éducation ?

M. Romney : La responsabilité première est au niveau des Etats et au niveau local. Mais le gouvernement fédéral a aussi un rôle important à jouer. Je suis d'accord avec certaines idées du programme " Race to the Top " – pas toutes, mais certaines. Et je félicite le secrétaire à l'éducation Arne Duncan pour son action. Le gouvernement peut se décentraliser, et les écoles publiques faire un meilleur travail.

Mais je veux aussi que les enfants recevant de l'argent public, pauvres ou en difficulté, puissent aller à l'école de leur choix. L'argent fédéral, au lieu d'aller aux Etats ou aux districts, devrait, si je puis dire, suivre les enfants, pour laisser les familles décider d'où ils veulent envoyer leurs enfants étudier.

M. Lehrer : Comment voyez-vous la responsabilité du gouvernement d'améliorer la qualité de l'enseignement public ?

M. Obama : Je pense que l'Etat a un rôle significatif à jouer. Avec le programme Race to the Top, nous avons travaillé avec des gouverneurs démocrates et républicains, et plusieurs réformes ont déjà un impact aujourd'hui.

M. Lehrer : **Voyez-vous sur ce point une différence avec les positions du gouverneur Romney ?**

M. Obama : C'est là que la question du budget prend tout son sens : le budget reflète des choix. Quand le gouverneur Romney affirme qu'il veut réduire les impôts pour le bénéfice de gens comme lui et moi, et que pour cela il faudra des coupes drastiques dans le budget fédéral pour l'éducation, oui, il y a une différence.

Le colistier de M. Romney, Paul Ryan, a évoqué un budget reflétant ces choix. Ce n'était pas détaillé, cela ressemblait plutôt à des tendances. Mais si l'on extrapole ces indications, on aboutit à des coupes de plus de 20% dans le budget de l'éducation.

En ce qui concerne les études supérieures courtes, beaucoup a été fait dans tout le pays, parce que ces formations offrent la possibilité de former les jeunes pour des postes qui existent déjà. Un des points sur lesquels nous serons probablement d'accord, c'est de faciliter les liens de ces structures avec les entreprises. Les entreprises concluent des partenariats, et les étudiants savent qu'un travail les attend s'ils finissent leur formation. Cela fait une grosse différence, mais il faut un certain support de l'Etat fédéral.

Une des choses que j'ai mises en place a été d'allouer 60 milliards de dollars aux banques et bailleurs de fonds comme intermédiaires chargés de garantir des prêts aux étudiants. Les banques ne prennent ainsi aucun risque, mais ils soustrayaient des milliards du système. On a alors pensé : "pourquoi ne pas supprimer l'intermédiaire ?". En faisant cela, on a pu apporter de l'aide à des millions d'étudiants supplémentaires, baisser ou maintenir de faibles taux d'intérêts pour ces prêts. C'est un exemple de la façon dont nos priorités permettent de faire la différence.

Je crois sincèrement que le gouverneur Romney s'intéresse à l'éducation, mais quand vous dites à un étudiant qu'il doit emprunter de l'argent à ses parents pour aller à l'université, cela montre qu'il ne comprend pas que des gens comme moi, comme Michelle, des enfants qui étudient à l'Université de Denver, n'ont pas cette possibilité. Faire en sorte qu'ils aient cette opportunité et qu'ils puissent entrer par cette porte est vital pour ces enfants, mais en dit aussi long sur la façon dont on va ramener la croissance sur le long terme.

M. Romney : M. le Président, M. le Président, vous avez droit en qualité de président à votre propre avion, à votre maison, mais vous n'avez pas le monopole

des faits. Je ne vais pas réduire les financements pour l'éducation et les bourses attribuées aux étudiants. Je ne prévois aucun changement sur ce plan.

Mais, vous soulevez un point intéressant : la place où vous investissez votre argent est une bonne indication de l'endroit vers lequel tend votre cœur. Vous avez investi 90 milliards de dollars dans des emplois verts. Je suis en faveur de l'énergie propre. Mais, 90 milliards de dollars auraient permis de recruter deux millions de professeurs.

Ces entreprises, nombreuses n'ont plus d'affaires, je pense la moitié d'entre elles. Certaines d'entre elles appartenaient à des gens qui ont contribué financièrement à votre campagne.

La place du gouvernement américain n'est pas de devenir un acteur économique, choisissant les gagnants et les perdants, disant aux gens quel type de traitement ils peuvent recevoir, remplaçant le système de santé qui existe depuis longtemps dans ce pays et a battu des records dans le secteur de la santé.

La question est comment faire que le secteur privé devienne plus efficace et effectif ? Comment rendre les écoles plus compétitives ? Je propose que nous les notions afin que les parents sachent quelles écoles réussissent ou échouent et qu'ils puissent choisir de mettre leur enfant dans une école avec un meilleur taux de réussite. (...)

Les écoles du Massachussetts sont parmi les premières du pays. C'est parce que je prends soin de l'éducation de tous nos enfants.

M. Lehrer : Beaucoup des fonctions législatives du gouvernement fédéral aujourd'hui sont dans un état de paralysie du fait de l'impasse partisane. Qu'allez vous faire contre cela ?

M. Romney : Jim, j'ai fait cette formidable expérience – qui ne semblait pas en être une à l'époque - d'être élu dans un Etat où mon conseil législatif était à 87 % démocrate. Cela signifie que dès le premier jour j'ai dû m'entendre et travailler à la croisée des chemins pour que des choses soient faites. Nous poussons nos écoles à être les premières de la nation. Nous avons réduit les impôts dix-neuf fois. (. . .)

Au lendemain de mon élection, je réunirais les dirigeants – aussi bien démocrates que républicains – comme l'on faisait dans mon Etat, on se réunissait tous les lundis pour quelques heures, pour parler des questions et des défis de notre Etat. On doit travailler sur une base collaborative, pas parce nous allons faire des compromis sur nos principes, mais parce que il y a un terrain commun. Le défi qu'affronte l'Amérique et la raison pour laquelle je suis dans la course est que des gens sont vraiment touchés aujourd'hui dans ce pays. Le déficit auquel nous sommes confrontés pourrait vraiment broyer les futures générations. (...)

Républicains et démocrates aiment tous deux l'Amérique. Mais on a besoin de leadership à Washington qui va réunir les gens, qu'ils soient républicains ou démocrates. Je l'ai fait avant. Je le ferais à nouveau.

M. Obama : Je crois que le gouverneur Romney va avoir un premier jour très chargé, car il va aussi révoquer l'Obamacare, ce qui ne sera pas très populaire parmi les démocrates avec qui il se réunira. Ma philosophie a toujours été d'emprunter des idées à tout le monde, démocrate ou républicain, du moment qu'elles permettent d'offrir un éventail de possibilités à la classe moyenne. C'est ainsi que nous réduisons les impôts des familles de classe moyenne et des petites entreprises. C'est ainsi que nous réduisons les dépenses qui n'allaient pas dans ce sens d'un milliard de dollars. C'est ainsi que nous avons donné force de loi à des accords commerciaux qui nous permettent de doubler nos exportations et de vendre plus de produits américains de par le monde. C'est ainsi que nous avons révoqué la fin de l'obligation de silence faite aux homosexuels dans l'armée par la loi *Don't ask, don't tell* ("Ne demandez pas, ne dites pas"). C'est ainsi que nous avons mis fin à la guerre en Irak, comme je l'avais promis, et c'est ainsi que nous allons mettre fin progressivement à la guerre en Afghanistan. C'est ainsi que nous avons traqué Al-Qaida et Ben Laden.

Nous avons observé des progrès, même durant le contrôle de la chambre des représentants par les républicains. A la fin, avoir des principes, être un dirigeant, c'est être capable de décrire exactement ses intentions et pas seulement de dire : "on va se réunir". Vous devez avoir un programme.

Deuxièmement, ce qui est important est de savoir parfois dire non aux personnes de votre propre parti et de l'autre camp. Oui. Y a-t-il eu des disputes entre moi et les républicains quand ils nous ont combattus alors que nous nous élevions contre les excès de Wall Street ? Absolument, parce que ce combat devait avoir lieu. Quand nous nous sommes battus sur la question de savoir si les Américains devaient obtenir davantage de garanties sur l'assurance santé et qu'ils ont dit non, alors oui, le combat était nécessaire. (...) Et je dois vous dire, le gouverneur Romney, dans son propre parti, au cours de la campagne, n'a pas fait montre de la volonté de dire non à certains extrêmes.

M. Lehrer : Nous voici arrivés aux conclusions. (...)

M. Obama : Jim, je tiens à vous remercier, à remercier le gouverneur Romney. Cela a été un débat formidable et j'y ai pris du plaisir. Je tiens à remercier l'université de Denver.

Il y a quatre ans, nous étions face à une crise majeure. Pourtant, ma foi et ma confiance dans l'avenir de l'Amérique reste inchangées. La raison en est son peuple ; la femme que j'ai rencontrée en Caroline du Nord qui a décidé à 55 ans de retourner à l'école parce qu'elle voulait montrer la voie à sa fille et qui a désormais

obtenu un emploi grâce à cette nouvelle formation qu'elle a reçue ; cette entreprise dans le Minnesota qui était prête à renoncer aux salaires et aux primes de ses dirigeants pour s'assurer qu'ils n'auraient pas à licencier en cas de récession.

Les travailleurs du secteur automobile que vous rencontrez à Toledo ou à Détroit retirent tant de fierté à construire les meilleures voitures au monde, pas seulement pour une paie, mais parce que cela leur donne la fierté de contribuer à construire l'Amérique. La question est de savoir comment construire avec ces forces. Tout ce que j'ai tenté de faire, et tout ce que je propose pour les quatre années à venir pour améliorer notre système éducatif, développer le secteur énergétique américain, limiter les possibilités des entreprises à délocaliser, se concentrer sur les petites entreprises qui créent de l'emploi aux Etats-Unis, réduire notre déficit de façon responsable et équilibrée afin d'investir dans notre avenir.

Toutes ces choses sont destinées à nous assurer que le peuple américain, son génie et sa détermination sont canalisés et ont toutes les chances de gagner. Que tout le monde ait les mêmes chances. Que tout le monde ait une part égale, que tout le monde contribue à valeur égale et suive les mêmes règles. Il y a quatre ans, j'ai dit que je n'étais pas parfait et que je ne serais pas un président parfait. C'est probablement une promesse que le gouverneur Romney pense que j'ai tenue. J'ai aussi promis que je me battrais chaque jour au nom du peuple américain, de la classe moyenne et de ceux qui se battent pour faire partie de la classe moyenne. J'ai tenu cette promesse et si vous votez pour moi, je vous promets de me battre tout autant au cours de mon second mandat.(...)

M. Romney : Merci Jim et merci, M. le président. Merci de nous avoir suivis ce soir. C'est une élection importante et je suis inquiet pour l'Amérique. Je suis inquiet de la direction dans laquelle l'Amérique a été engagée ces quatre dernières années. Cela dépasse l'élection et nous deux, en tant qu'individus. Cela dépasse nos partis respectifs. Cette élection concerne l'avenir de l'Amérique. L'Amérique que nous voulons pour nous-mêmes et nos enfants. Nous avons commencé à esquisser ce soir deux voies. (...) Elles mènent dans des directions différentes. Les mots seuls ne permettent pas de faire la preuve de la direction dans laquelle elles vous emmènent. Regardez les actes.

Il ne fait aucun doute pour moi que si le président était réélu, vous continueriez à avoir une classe moyenne prise entre des revenus en baisse et des prix en hausse. Je vais faire augmenter les revenus à nouveau. Vous verriez un chômage chronique. Nous avons connu 43 mois consécutifs avec un taux de chômage supérieur à 8 %. Si je suis président, je vais créer 12 millions de nouveaux emplois dans ce pays avec des salaires en hausse.

Si le président est réélu, l'Obamacare sera totalement mis en place. A mon sens, cela signifie une toute différente façon de vivre pour les personnes qui comptaient sur le programme d'assurance qu'ils avaient par le passé. Beaucoup le perdront.

Les primes d'assurance santé augmenteront de 2 500 dollars par famille. Si je suis élu, nous n'aurons pas d'Obamacare. Nous le remplacerons par le type de principes que j'ai mis en place dans mon propre Etat et laisserons aux Etats le soin de formuler leurs propres programmes d'assurance santé et nous nous concentrerons sur la réduction des coûts des soins de santé.

Si le président est réélu, il y aura une réduction du budget de Medicare de 761 milliards de dollars. Quatre millions de personnes perdront leur avantage Medicare. Des hôpitaux et des fournisseurs de soins n'accepteront plus les patients Medicare. Je vais restaurer ces 716 milliards de dollars de budget.

Enfin, l'armée. Si le président est réélu, il y aura des réductions drastiques du budget militaire. Le secrétaire à la défense a annoncé que ce serait dévastateur. Je ne remettrais pas en cause notre engagement envers notre armée. Je garderais une Amérique forte et redonnerais du travail à la classe moyenne.